

Arrondissement de Grasse

**COMMUNAUTE
D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Siège social :
Hôtel de Ville
Cours Massena - CS 82205
06605 ANTIBES CEDEX

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DELIBERATIONS DU BUREAU
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION
SOPHIA ANTIPOLIS**

Séance du 22 juin 2022

Membres en exercice	Présents ou Représentés	Procurations
25	22	0

N° de séance : 33

Objet de la délibération : Mise à disposition de services d'assistance à Maîtrise d'ouvrage - Réalisation d'un nouveau groupe scolaire à Opio - Convention subséquente opérationnelle

N° d'enregistrement : BC.2022.115

Date de convocation :
16 juin 2022

Date d'affichage **30 JUIN 2022**

Date de réception en s/Préfecture
30 JUIN 2022

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Nice dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, soit par voie postale 18 avenue des Fleurs CS 61039 06050 Nice Cedex 1, soit par voie électronique à partir de l'application « Télécours citoyens » accessible sur le site de téléprocédures <http://www.telerecours.fr/>

L'an deux mil vingt-deux et le 22 juin à 10H00, le Bureau Communautaire de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, régulièrement convoqué conformément aux dispositions des articles L 5211-1, L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, Les Genêts, 449 route des Crêtes à Valbonne, sous la présidence de Monsieur Jean LEONETTI, Président de la Communauté d'Agglomération Sophia Antipolis, Maire d'Antibes Juan-Les-Pins.

PRESENTS :

Jean LEONETTI, Kevin LUCIANO, Lionnel LUCA, Joseph CESARO, Jean-Pierre DERMIT, Jean-Bernard MION, Gérald LOMBARDO, Jean-Pierre CAMILLA, François WYSZKOWSKI, Thierry OCCELLI, Jean-Pierre MASCARELLI, Eric MELE, Sophie NASICA, Gilbert TAULANE, Gilbert HUGUES, Richard THIERY, Marc Malfatto, Dominique TRABAUD, Jean-Paul ARNAUD, Georges TOSSAN, René TRASTOUR, Alexis ARGENTI

ABSENTS :

Michel ROSSI, Frédéric POMA, Emmanuel DELMOTTE

Monsieur HUGUES,

La loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales a donné une impulsion supplémentaire à l'intégration des relations entre les communes et les groupements qu'elles ont constitués. L'article L.5211-4-1 III du Code Général des Collectivités Territoriales, crée par cette loi, prévoit que « les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses Communes membres, pour l'exercice de leurs compétences, lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services »

La loi invite alors les communes intéressées et l'EPCI à fixer par le biais d'une convention les modalités de cette mise à disposition ainsi que les conditions financières.

La C.A.S.A. est composée de 24 communes fortement contrastées tant au niveau démographique qu'économique. Certaines Communes membres de la C.A.S.A. ne disposent pas de services compétents en matière de conduite d'opérations leur permettant de mener à bien leurs projets.

Ainsi par délibération n° CC.2017.132 du Conseil Communautaire en date du 9 octobre 2017, un projet de convention cadre a été élaboré afin de mettre à disposition des communes qui le souhaitent le service Conduite d'Opérations de la C.A.S.A., nécessaire à la réalisation de missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Cette convention cadre définit les conditions de cette mise à disposition du Service Conduite d'Opérations de la C.A.S.A. concernant les différents types de missions, ainsi que les modalités financières.

La Commune d'Opio s'est engagée dans une opération de travaux relative à la construction d'un nouveau groupe scolaire. Pour ce faire, un contrat de prestations intégrées relatif aux études, à la réalisation, à l'extension et la réhabilitation d'un groupe scolaire a été établi avec la SPL Sophia.

La SPL Sophia étant en cours de liquidation, ledit contrat a été résilié par la commune. De ce fait, la commune doit reprendre le suivi complet de l'opération (technique, administratif et financier). La Commune de Opio ne dispose pas, au sein de ses services municipaux, des postes nécessaires à l'accompagnement de ce projet ; en revanche, le Service Conduite d'Opérations (CO) de la C.A.S.A. emploie des fonctionnaires territoriaux à même de répondre au besoin de la Commune.

La mise à disposition du service CO de la C.A.S.A à la Commune d'Opio présente dès lors un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

C'est dans ce cadre qu'une convention subséquente opérationnelle de mise à disposition des services de la CASA doit être établie avec la Commune d'Opio en précisant les modalités administratives, juridiques, techniques et financières du projet envisagé pour la mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les phases Travaux et Réception dans le cadre de la construction de ce nouveau groupe scolaire.

LE BUREAU COMMUNAUTAIRE, OÙ L'EXPOSE DU VICE-PRESIDENT ET APRES EN AVOIR DELIBERE, A L'UNANIMITE, DECIDE :

- d'approuver la convention subséquente opérationnelle à passer entre la CASA et la Commune d'Opio, dont le projet est joint en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président à signer ladite convention et tout acte afférent à l'exécution de celle-ci.

AINSI FAIT ET DELIBERE
A ANTIBES LE 22 JUIN 2022
Suivent les signatures
Pour extrait certifié conforme,

Le Président,


Jean LEONETTI

Accusé de réception préfecture

Objet de l'acte :

Mise à disposition de services d'assistance à l'élaboration d'ouvrage - Réalisation d'un nouveau groupe scolaire à Opio - Convention subventionnée

Date de transmission de l'acte : 30/06/2022

Date de réception de l'accusé de réception : 30/06/2022

Numéro de l'acte : BC_2022_115 (voir l'acte associé)

Identifiant unique de l'acte : 006-240600585-20220622-BC_2022_115-DE

Date de décision : 22/06/2022

Acte transmis par : Corinne PAVAN-SANTAINÉ

Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 1. Commande Publique
1.1. Marchés publics